HAL
open science

La défiance politique : enjeu crucial de 2007

Jérôme Jaffré

▶ To cite this version:

Jérôme Jaffré. La défiance politique : enjeu crucial de 2007. [Rapport de recherche] CEVIPOF. 2006. hal-01063676

HAL Id: hal-01063676
https://sciencespo.hal.science/hal-01063676

Submitted on 12 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Le Baromètre Politique Français (2006-2007)

2ème vague – Automne 2006

LA DÉFIANCE POLITIQUE, ENJEU CRUCIAL DE 2007

Jérôme JAFFRÉ

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP.
Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

Le mécanisme de la confiance est au cœur de la relation entre les gouvernants et les gouvernés, particulièrement sous la Vème République qui a instauré l'élection du président de la République au suffrage universel. Le second tour oblige à un choix binaire entre les deux candidats les mieux placés. Sauf exception, cette situation s'ordonne autour d'un affrontement gauche/droite. Et quand ce n'est pas le cas, cela se traduit par une forte abstention comme en 1969 qui vit un duel entre le candidat gaulliste et le candidat centriste ou par un traumatisme de l'électorat comme en 2002 avec la qualification de Jean-Marie Le Pen pour affronter Jacques Chirac.

Or, depuis un certain nombre d'années, ce mécanisme de la confiance s'est profondément délité. Les électeurs se reconnaissent moins volontiers dans le clivage gauche/droite et ils accordent de moins en moins leur confiance à la gauche comme à la droite pour gouverner le pays. Ils développent des attitudes de rejet qui favorisent les extrêmes et un comportement d'opposition envers le pouvoir en place quel qu'il soit, qui facilite les alternances à répétition.

C'est l'un des mérites du Baromètre politique français lancé par le CEVIPOF de permettre de suivre le degré de confiance des électeurs envers leur système politique. A l'issue de la première vague réalisée au mois de mars 2006, le rapport de synthèse, établi par l'auteur de ces lignes et Pascal Perrineau, avait mis en lumière l'ampleur de la défiance politique qui caractérise l'état d'esprit des électeurs. L'un des enjeux cruciaux de 2007 sera de savoir si la campagne électorale réussit à la réduire.

UNE CRISE PROFONDE DU SYSTEME POLITIQUE

De la première à la deuxième vague d'enquête, la tendance est à l'amélioration du lien politique mais de façon si ténue que le sentiment qui l'emporte reste bien celui d'une crise profonde entre les Français et le système politique (tableau 1). 65% des personnes interrogées ne font confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner le pays - ils étaient certes 69% en mars dernier, mais la différence entre les deux enquêtes est faible et prouve que la forte défiance du printemps ne peut s'expliquer par le seul climat créé par le rejet du CPE.

Tableau 1:
L'évolution du rapport au système politique dans le Baromètre politique français.

	BPF 1ère vague Printemps 2006	BPF 2ème vague Automne 2006	Écart
Confiance pour gouverner			
Á la gauche	15%	17%	+ 2
Á la droite	15%	18%	+ 3
Ni à l'une ni à l'autre	69%	65%	- 4
Sans réponse	1%	0%	
	100%	100%	
Sentiment d'appartenance aux notions de gauche, centre et droite			
A un sentiment d'appartenance	62%	65%	+ 3
Se classe ni à gauche, ni à droite	37%	34%	- 3
Sans réponse	1%	1%	
	100%	100%	
Typologie du rapport au système politique (1)			
Intégrés	28%	33%	+ 5
Défiants	37%	35%	- 2
Hors système	35%	32%	- 3
	100%	100%	

Les intégrés se classent sur l'échelle gauche/droite et font confiance à la gauche ou à la droite pour gouverner le pays. Les défiants se classent sur l'échelle gauche/droite mais ne font confiance ni à la gauche, ni à la droite pour gouverner. Les hors système se situent "ni à gauche, ni à droite" et déclarent ne faire confiance ni à la gauche, ni à la droite pour gouverner. Les interviewés n'entrant pas dans ces catégories – ils sont en petit nombre- ont été exclus du calcul.

L'enquête montre également qu'il s'agit davantage d'une défiance sur la capacité à gouverner des deux camps plutôt que d'un refus de se reconnaître dans les notions de gauche et de droite (mais il est vrai que la question incluait la possibilité de se classer au centre). 34% des Français interrogés par l'Ifop ne se classent "ni à gauche, ni à droite", là aussi un pourcentage inférieur à ce qu'il était au printemps (37%) mais qui reste très proche.

La typologie construite sur le rapport au système politique permet de résumer ces deux informations. La proportion de personnes que l'on peut qualifier d'"intégrés" au système politique - ils se reconnaissent dans le clivage gauche/droite et ont confiance dans l'une ou l'autre pour gouverner le pays - ne représente qu'un tiers de l'électorat, avec cependant un gain de cinq points par rapport à la vague du printemps. Les "défiants" - ils se reconnaissent dans le clivage gauche/droite mais ne font confiance ni à l'une ni à l'autre pour gouverner le pays - sont 35% et constituent le groupe le plus important. Enfin, les "hors système", caractérisés par le refus du clivage gauche/droite et l'absence de confiance pour gouverner le pays, constituent, avec 32%, le dernier tiers de l'électorat.

LA CHUTE DE CONFIANCE DEPUIS 1997

Le retour à des données anciennes recueillies par le CEVIPOF à l'occasion des élections législatives de 1997 permet de prendre la mesure de la chute de confiance intervenue durant la dernière décennie (tableau 2). Il y a neuf ans, le refus de confiance à la gauche et à la droite pour gouverner le pays touchait déjà 46% des Français. Il en concerne désormais 65%, une hausse de dix neuf points ! Mais il faut noter que les données recueillies il y a près de dix ans l'avaient été entre les deux tours des élections législatives, à un moment où la mobilisation de l'opinion joue à plein, alors que celles de septembre 2006 le sont à l'orée de la campagne présidentielle. Pour prendre l'exacte mesure de ce qui relèvera de la différence de période et des évolutions profondes, il faudra donc attendre le printemps 2007.

Tableau 2:
La chute de confiance de la dernière décennie.

	Enquête post-électorale CEVIPOF Législatives 1997	**BPF 2ème vague** Automne 2006	**Écart**
Confiance pour gouverner			
Á la gauche	26%	17%	- 9
Á la droite	26%	18%	- 8
Ni à l'une, ni à l'autre	46%	65%	+ 19
Sans réponse	2%	0%	
	100%	100%	
Sentiment d'appartenance aux notions de gauche et droite [(1)]			
A un sentiment d'appartenance	72%	65%	- 7
Se classe ni gauche, ni droite	25%	34%	+ 9
Sans réponse	3%	1%	
	100%	100%	
Typologie du rapport au système politique			
Intégrés	52%	33%	**- 19**
Défiants	25%	35%	+ 10
Hors système	23%	32%	+ 9
	100%	100%	

[(1)] Dans l'enquête post-électorale de 1997, la question sur le sentiment d'appartenance aux notions de gauche et droite n'incluait pas la possibilité de se classer au centre.

Le refus de se classer sur l'échelle gauche/droite a progressé de neuf points depuis 1997. Mais l'ampleur du mouvement a sans doute été atténuée par la modification de la question puisque dans le BPF, la possibilité est donnée de se classer "au centre", ce qui n'était pas proposé en 1997 et a sans doute permis de maintenir à l'intérieur du clivage une part non négligeable des électeurs. Dans la vague de septembre 2006, 14% des personnes interrogées se classent ainsi au centre.

Si l'on applique rétrospectivement à 1997 la typologie du rapport au système politique, on constate que la majorité absolue des électeurs (52%) pouvait être considérée comme "intégrée" au système politique, alors qu'ils ne sont plus que 33% à l'automne 2006. "Défiants" et "hors système" progressent de façon équitable, respectivement de dix et neuf points.

LES FEMMES ET LES CATEGORIES INTELLECTUELLES PARTICULIEREMENT TOUCHEES

De 1997 à 2006, la forte diminution de l'intégration au système politique touche particulièrement les femmes et les catégories intellectuelles (tableau 3). Il y a neuf ans, peu d'écart séparait les hommes et les femmes quant à leur degré d'intégration au système politique : 53% pour les premiers, 51% pour les secondes. Dans la deuxième vague du BPF, la différence est beaucoup plus importante : 38% des hommes sont "intégrés" (recul de quinze points) contre 27% seulement des femmes (recul de vingt quatre points). Limitée à deux points en 1997, la différence hommes/femmes atteint désormais onze points. La perte de confiance de l'électorat féminin dans le système politique en fait l'une des cibles privilégiées de la campagne à venir.

Si l'on prend en considération la profession de l'interviewé, la hiérarchie de l'intégration politique obéissait en 1997 aux canons de la sociologie : à son maximum parmi les catégories intellectuelles, élevée parmi les catégories supérieures, nettement plus faible parmi les ouvriers et les employés. Neuf ans plus tard, si la différence entre catégories supérieures et couches populaires demeure, le fait nouveau est le recul de l'intégration politique dans les catégories intellectuelles : les enseignants - où la perte atteint 31 points ! - et les étudiants et lycéens - où elle est de 25 points. Les difficultés des grands candidats en 2002 - et de Lionel Jospin en particulier - à obtenir les voix de ces catégories ne peuvent donc pas être considérées comme passagères.

Tableau 3:
Depuis 1997, le recul de l'intégration au système politique est particulièrement fort parmi les femmes et les catégories intellectuelles.

	"Intégrés" en 1997	"Intégrés" en 2006	Écart
Ensemble	52%	33%	- 19
Sexe			
Homme	53%	38%	- 15
Femme	51%	27%	**- 24**
Profession actuelle de l'interviewé			
Petit commerçant, artisan	46%	37%	- 9
Cadre	55%	45%	- 10
Enseignant	64%	33%	**- 31**
Étudiant, lycéen	60%	35%	**- 25**
Profession intermédiaire	54%	35%	- 19
Employé	43%	22%	- 21
Ouvrier	44%	24%	- 20
Inactif, retraité	56%	39%	- 17
Niveau de diplôme (hors étudiants et lycéens)			
Sans diplôme, CEP	51%	32%	- 19
BEPC, CAP, BEP	50%	31%	- 19
Baccalauréat	48%	32%	- 16
Bac + 2	58%	32%	**- 26**
Enseignement supérieur	57%	45%	- 12

Enfin, selon le niveau de diplôme, les résultats de 1997 opposaient les diplômés post-baccalauréat aux simples "bac" ou inférieurs au baccalauréat. La forte chute observée en neuf ans chez les diplômés bac +2, qui atteint vingt-six points, les ramène dans la même catégorie que les interviewés moins bien pourvus ou totalement dépourvus diplôme. Seuls les diplômés de l'enseignement supérieur – dont seule une minorité est composée d'enseignants…- continuent à se distinguer mais même parmi eux l'intégration politique recule et descend en dessous des 50%.

MONTEE DE LA DEFIANCE PLUTOT QUE REFUS DE L'APPARTENANCE

L'analyse des évolutions selon le degré d'intérêt pour la politique permet de conclure à une montée de la défiance dans la capacité de la gauche et de la droite à gouverner beaucoup plus qu'à un refus des notions elles-mêmes (tableau 4). Ainsi le sentiment d'appartenance aux notions de gauche et de droite est parfaitement stable parmi les personnes s'intéressant "beaucoup" ou "assez" à la politique alors que le recul est, en revanche, marqué parmi celles qui s'y intéressent "peu" ou "pas du tout". En revanche, la confiance dans la gauche ou la droite pour gouverner le pays, si elle demeure rigoureusement ordonnée selon le degré de politisation, a beaucoup chuté y compris parmi les interviewés s'intéressant "assez" et même "beaucoup" à la politique. Au total, la fraction politisée de l'électorat continue de se reconnaître dans le clivage gauche/droite mais même parmi elle le sentiment de confiance dans la capacité à gouverner a fortement reculé.

Tableau 4:
L'évolution depuis 1997 du rapport au système politique selon l'intérêt pour la politique

	A un sentiment d'appartenance aux notions de gauche et droite			**Fait confiance à la gauche ou à la droite pour gouverner**		
	En 1997	**En 2006** (BPF, vague 2)	**Écart**	**En 1997**	**En 2006** (BPF, vague 2)	**Écart**
Ensemble	72%	65%	- 7	52%	35%	- 17
Intérêt pour la politique						
Beaucoup	88%	89%	+ 1	72%	55%	**- 17**
Assez	81%	80%	- 1	63%	45%	**- 18**
Peu	69%	59%	**- 10**	46%	27%	**- 19**
Pas du tout	47%	35%	**- 12**	26%	21%	- 5

La crise du système politique s'interprète ainsi moins en terme de perte d'identification ou de repères qu'en terme de déception profonde de l'électorat après des alternances à répétition et le sentiment que lorsqu'ils gouvernent tour à tour ni la droite ni la gauche ne parviennent à installer le pays dans une bonne gouvernance capable de faire face aux grands problèmes qui préoccupent les électeurs.

LA RUPTURE DE L'EXTREME GAUCHE ET DE L'UDF

Pour partie, ce changement en profondeur a été voulu par des formations politiques qui se sont autonomisées par rapport au système politique classique organisé autour du clivage gauche/droite. Deux évolutions spectaculaires depuis 1997 nous sont ainsi fournies par les sympathisants de l'extrême gauche et par ceux de l'UDF (tableau 5).

En 1997, les sympathisants de l'extrême gauche étaient dans leur grande majorité (63%) "intégrés" au système politique, se classant à la fois sur l'échelle gauche/droite et faisant confiance à la gauche pour gouverner. En 2006, les sympathisants de cette mouvance - qui ont beaucoup cru en nombre - ne sont plus que 20% à être "intégrés" au système, 32% sont des "défiants" et 48% sont désormais "hors système" refusant non seulement leur confiance à la gauche pour gouverner mais allant aussi jusqu'à refuser cette référence. Il y a là, pour la gauche classique - et en particulier le Parti socialiste - une forte menace dont la résolution réside moins sans doute dans l'espoir d'un comportement d'alliance au second tour que dans la capacité de réduire dans les urnes le volume de cette mouvance qui représente dans cette deuxième vague du BPF jusqu'à 9% de l'électorat.

Tableau 5:
La désintégration par rapport au système politique des sympathisants de l'extrême gauche et de l'UDF

	Sympathisants d'extrême gauche			Sympathisants de l'UDF		
	En 1997	En 2006 (BPF, vague 2)	Écart	En 1997	En 2006 (BPF, vague 2)	Écart
Typologie du rapport au système politique						
Intégrés	63%	20%	- 43	70%	27%	- 43
Défiants	33%	32%	- 1	21%	49%	**+ 28**
Hors système	4%	48%	**+ 44**	9%	24%	+ 15
	100%	100%		100%	100%	

Si la gauche classique est gênée par l'éloignement de l'extrême gauche, la droite classique, elle, doit faire face à la prise d'autonomie de l'UDF, voulue par François Bayrou et suivie par ses troupes. Au moment de la dissolution de 1997 et au sortir du gouvernement Juppé, il y avait bien un bloc RPR-UDF : 70% des sympathisants UDF étaient alors "intégrés" au système politique. En 2006, ils ne sont plus que 27% à pouvoir être classés de la sorte. La quasi majorité absolue des UDF sont désormais des "défiants" puisqu'ils refusent à la fois à la gauche et aussi à la droite leur confiance pour gouverner le pays. D'une certaine façon, l'UMP apparaît bien comme le parti unique de la droite mais elle ne réunit plus, selon notre enquête, que 20% des sympathies partisanes alors qu'en 1997, le RPR et l'UDF, pourtant battus, en totalisaient 28%.

LA CRISE DE CONFIANCE SE PROPAGE AU CŒUR DU SYSTEME

La montée de la défiance politique ne saurait pourtant se réduire à la prise de distance de l'extrême gauche par rapport à la gauche et de l'UDF par rapport à l'UMP. **Il est en effet essentiel de relever que c'est au cœur même du système que la défiance s'est installée puisqu'elle touche la majorité absolue des sympathisants socialistes et une forte proportion des sympathisants de l'UMP, qui ne font plus confiance à la gauche ou à la droite pour gouverner le pays (tableau 6).** En 1997, le phénomène était déjà présent mais nettement minoritaire puisqu'il touchait 30% des socialistes et 23% des UMP. **En 2006, la défiance est devenue majoritaire chez les socialistes : 55% d'entre eux ne font pas confiance à la gauche pour gouverner le pays, une montée de vingt-cinq points en neuf ans. Et si elle est minoritaire au sein de l'UMP, elle a tout de même progressé de dix neuf points par rapport au score du RPR de 1997 et se situe désormais à 42% qui ne font pas confiance à la droite pour gouverner le pays**.

Tableau 6:
La montée de la défiance au cœur du système, parmi les sympathisants du PS et de l'UMP.

	Sympathisants du Parti socialiste			Sympathisants de l'UMP (RPR en 1997)		
	En 1997	**En 2006** (BPF, Vague 2)	**Écart**	**En 1997**	**En 2006** (BPF, Vague 2)	**Écart**
Confiance pour gouverner						
A la gauche ou à la droite	68%	45%		77%	58%	
Ni à la gauche, ni à la droite	30%	**55%**	+ 25	23%	42%	+ 19
Sans réponse	2%	0%		0%	0%	
	100%	100%		100%	100%	

A quels types d'attitude correspond, tant au sein de l'électorat socialiste que de l'électorat UMP, le partage entre la confiance et la défiance ? Le matériel réuni par le Baromètre politique français permet d'apporter quelques éclairages, qui expliquent la défiance. Tant auprès des socialistes que des UMP "défiants" existe un fort sentiment de pessimisme. Ainsi 31% des socialistes "défiants" pensent que le résultat de la prochaine élection présidentielle "permettra d'améliorer les choses en France" (contre 63% parmi les socialistes "confiants"). Il en va de même, au sein de l'UMP à proportion de 33% chez les "défiants" et de 68% chez les "confiants". En deuxième lieu existe chez les uns comme chez les autres un sentiment anti-partis : 42% des "défiants" socialistes estiment que les partis politiques ont "trop de pouvoir" (contre 27% parmi les socialistes "confiants"). La tendance est la même à l'UMP : 46% des "défiants" partagent cette opinion contre 31% des "confiants".

Le dernier trait fort qui distingue la confiance et la défiance réside dans l'attitude sur l'adaptation au monde actuel. Si 51% des socialistes "confiants" souhaitent que la France "s'ouvre au monde", le pourcentage tombe brutalement à 35% parmi les socialistes "défiants". Au sein de l'UMP, les pourcentages sont respectivement de 48% et 26%. Mais au sein de l'UMP, on peut aller jusqu'à parler de tendance au repli national pour caractériser les attitudes politiques de ses "défiants". Si le mot "mondialisation" n'est jugé négatif que par 39% des UMP "confiants", il l'est

par 56% des UMP "défiants". Si l'Union européenne est jugée comme ayant "trop de pouvoir" par 33% des UMP "confiants", cet avis est partagé par 43% des UMP "défiants". Sur ces deux questions, les différences entre socialistes et "confiants" et "défiants" sont, en revanche, très réduites. Seuls 30% des UMP "confiants" qui sont allés voter se sont prononcés pour le "Non" au référendum de mai 2005 sur le Traité constitutionnel européen, alors que le pourcentage atteint 49% parmi les UMP "défiants". Enfin, ultime différence notable, 62% des UMP "confiants" privilégient la liberté plutôt que l'égalité alors qu'en sens inverse, 52% des UMP "défiants" placent l'égalité avant la liberté. Au sein même des familles politiques, la confiance ou la défiance dans l'aptitude de la gauche et de la droite à gouverner traduisent des différences idéologiques marquées.

Si l'on cherche à mesurer l'impact électoral des attitudes de confiance et de défiance au sein des électorats PS et UMP, le premier élément à noter est une déperdition d'une partie de leurs sympathisants vers l'abstention. Ainsi alors que 84% des UMP « confiants » déclarent avoir pris part à tous les scrutins récents recensés dans l'enquête du BPF (premiers tours de la présidentielle 2002 et des régionales 2004, référendum de mai 2005), la proportion tombe 67% parmi les UMP « défiants ». Chez les socialistes, le taux de participation global est un peu plus bas mais les différences sont un peu moins marquées tout en allant le même sens avec respectivement un taux de participation aux trois scrutins de 74% chez les « confiants » et 64% chez les « défiants ».

L'analyse du potentiel électoral des personnalités politiques en fonction du clivage confiance/défiance parmi les sympathisants du PS et de l'UMP, révèle les autres tentations de fuite possibles. Pour rechercher cet effet, il convient de retenir, à la lecture du tableau 7, les écarts de réponse entre "confiants" et "défiants" dans chacune des deux tendances politiques. **S'agissant du Parti socialiste, l'information essentielle est que la fraction "défiante" de son électorat - majoritaire, rappelons-le, puisqu'elle en représente 55% - ne se tourne pas vers les candidats du PC, des Verts et même de l'extrême gauche.** De plus, les "défiants" socialistes sont à l'heure actuelle, peu attirés par un vote Bayrou (trois points seulement de différence avec les "confiants"). En revanche, il existe une réelle tentation de vote des "défiants" du Parti socialiste en faveur de Nicolas Sarkozy, puisque 25% d'entre eux pourraient voter en sa faveur (contre 12% parmi les "confiants", soit une différence allant du simple au double).

Tableau 7:
Le potentiel électoral des personnalités politiques selon l'attitude confiance/défiance des sympathisants PS et UMP

	Ensemble de l'échantillon	Sympathisants du PS		Sympathisants de l'UMP	
		Confiance en la gauche pour gouverner	Pas confiance	Confiance en la droite pour gouverner	Pas confiance
Voteraient "probablement" pour:					
N. Sarkozy	49%	12%	**25%**	97%	89%
S. Royal	46%	89%	74%	12%	**25%**
D. de Villepin	24%	6%	14%	47%	37%
F. Bayrou	23%	18%	21%	20%	21%
J. Chirac	20%	5%	14%	36%	26%
D. Strauss-Kahn	18%	45%	29%	9%	9%
J-M. Le Pen	17%	4%	6%	12%	**20%**
O. Besancenot	16%	17%	15%	1%	6%
A. Laguiller	14%	14%	18%	1%	4%
L. Fabius	13%	31%	21%	3%	4%
D. Voynet	12%	11%	13%	7%	5%
M-G. Buffet	11%	13%	12%	0%	1%

La situation est plus complexe au sein de l'UMP. Il convient tout d'abord de relever que ni Jacques Chirac, ni Dominique de Villepin ne peuvent espérer appuyer une éventuelle candidature sur leur capacité à capter les "défiants" de l'UMP. En effet, leur potentiel électoral est nettement plus élevé parmi les "confiants", où Nicolas Sarkozy leur laisse peu d'espace puisque son potentiel électoral y culmine à 97% ! On note également que, comme chez les socialistes, l'attractivité de François Bayrou ne varie pas ou très peu selon la confiance ou la défiance dans l'aptitude de la droite et de la gauche à gouverner, qui constitue pourtant le cœur de sa campagne électorale.

En réalité, **les "défiants" de l'UMP apparaissent tentés d'une part par le vote Royal si elle est choisie par le Parti socialiste (25% pourraient voter en sa faveur) et d'autre part, par le vote Le Pen s'il franchit la barre des 500 signatures (20% pourraient voter en sa faveur).** Cette double possibilité de fuite d'une fraction des UMP d'une part vers le Parti socialiste et d'autre part vers le Front national fait bien apparaître la part d'incertitude que le mécanisme de la défiance introduit dans la droite classique et, au delà, sur le résultat de l'élection présidentielle.

*

Le mécanisme de la défiance politique est si répandu dans l'électorat français qu'il transforme la nature des campagnes électorales. La défiance constitue désormais un véritable défi pour les candidats des grandes formations, qui doivent faire face au scepticisme de la grande majorité de l'électorat et d'une partie très importante de leurs propres sympathisants. La campagne électorale ne constitue plus un temps où la référence aux notions de "gauche" et de "droite" suffit à mobiliser, où la reconnaissance de l'action passée vaut suffrage. Elle demande aux candidats, et en particulier à ceux des partis de gouvernement, un travail de reconquête de leurs propres troupes.